

Brochure n° 3198

Convention collective nationale
IDCC : 29. – **ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE
À BUT NON LUCRATIF**

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 31 AOÛT 2011
PAR LA FEHAP DE LA CONVENTION

NOR : ASET1151391M
IDCC : 29

Paris, le 31 août 2011.

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT, case 538, 93515 Montreuil Cedex, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Madame, Monsieur,

Les évolutions importantes des secteurs sanitaire, social et médico-social (adaptation des organisations à travers, entre autres, les coopérations entre établissements dans un environnement fortement concurrentiel, contraintes économiques et financières lourdes, modifications légales et réglementaires...) rendent nécessaire une évolution de la convention collective nationale n° 51.

Dans le respect de ses valeurs, la FEHAP a privilégié la négociation pour faire évoluer le contenu de la convention collective nationale n° 51, allant même jusqu'à une prolongation du calendrier initialement arrêté de la négociation.

Après 17 réunions et des rencontres bilatérales très régulières s'étalant sur 15 mois, un avenant a été mis à votre signature reprenant un certain nombre de propositions faites par les organisations syndicales.

Ces négociations n'ont pas permis d'aboutir à un accord, l'avenant n'ayant été signé par aucune organisation syndicale.

En raison des évolutions importantes nous ayant conduit à engager la négociation en vue de la révision et conformément au mandat donné en assemblée générale et à la décision du conseil d'administration de la FEHAP, nous vous notifions par la présente la dénonciation partielle de certaines dispositions de la convention collective en application de son article 01-05.

Dans le respect du caractère indivisible de certaines dispositions de la convention collective nationale n° 51 et notamment de celles relatives aux classifications et à la rémunération, font l'objet de cette dénonciation partielle les dispositions suivantes :

- au titre I^{er}, les articles 01.02.3.1 et 01.07.1.2.2 ;
- au titre II, les articles 02.03, 02.05 et 02.07 ;
- au titre III, l'article 03.01.6 ;

- au titre IV, les articles 04.03 et 04.05.1 ;
- au titre V, les articles 05.03, 05.04, 05.05, 05.06 et 05.07 ;
- le titre E5 dans sa totalité ;
- le titre M5 dans sa totalité ;
- le titre VIII dans sa totalité ;
- au titre IX, l'article 09.05 ;
- au titre XI, l'article 11.01 ;
- le titre XIII dans sa totalité ;
- le titre XIV dans sa totalité ;
- au titre XV, les articles 15.02.1.6, 15.02.2, 15.02.3 et 15.03 ;
- le titre XX dans sa totalité ;
- le titre XXII dans sa totalité ;
- l'annexe I dans sa totalité ;
- l'annexe II dans sa totalité ;
- l'annexe III dans sa totalité ;
- à l'annexe V, les articles A5.2.06, A5.2.07, A5.3.4, A5.4 ;
- l'annexe VII, dans sa totalité ;
- l'annexe X dans sa totalité ;
- les articles 7 à 12 et 14 à 16 de l'avenant n° 2002-02 du 25 mars 2002.

Est jointe à la présente dénonciation, conformément aux dispositions de l'article 01.05.2 de la convention collective nationale n° 51, un texte concrétisant notre proposition dans la perspective du remplacement des articles dénoncés.

Le conseil d'administration a pris la décision de ne modifier que les articles ayant déjà fait l'objet des négociations dans le cadre de la révision (en gras et en italique dans la proposition de texte jointe suite à la dénonciation partielle). Les autres articles qui ne sont dénoncés que du fait de l'indivisibilité de certaines dispositions de la convention collective nationale n° 51, sont repris à l'identique.

La proposition de rédaction des articles dénoncés reprend les bases des propositions faites en janvier 2011, date initialement fixée comme fin des négociations.

L'assemblée générale de mars 2011 avait donné mandat de prolonger le délai de négociation jusqu'en juin 2011, mais du fait que lesdites négociations n'ont pas abouti, c'est donc sur la base des propositions de janvier que nous vous inviterons à réouvrir les négociations.

Le président.